

Événement Ruralité

A vous de jouer

La semaine dernière, le politologue Christian Le Bart décryptait "l'idéologie de la proximité". Le ministre Michel Mercier en a fait sa devise.

"S'appuyer sur les expériences vécues est une bonne façon de faire la loi. C'est la décentralisation: on ne fait pas tous la même chose partout. Ceux qui sont les mieux placés pour dire ce qui est bon pour la Mayenne sont les Mayennais. Si vous arrivez en disant: "On a pensé pour vous", ils vous remettent dans le premier train et vous n'êtes pas prêts de revenir." Encore faut-il qu'il reste des trains.

Après avoir fermé les gares, les Postes, les tribunaux (avec la RGPP), l'Etat doit aujourd'hui "gérer le renouveau des territoires ruraux, de façon nouvelle". Les opérateurs vont former leurs agents des relais de service public, les départements doivent établir un schéma cohérent pour le haut-débit, bref, l'Etat incite à se remonter les manches localement. C'est aussi un moyen pour lui de ne pas avoir à s'en occuper.

Rémi Hagel
remi.hagel@aveniragricole.net

Les territoires ne sont plus si oubliés



Michel Mercier avec les parlementaires mayennais. Le maître-mot, selon lui: la mutualisation.

SERVICES/// Les territoires ruraux ont souffert de la disparition de leurs services. La barre semble se redresser. Le ministre Michel Mercier a présenté une série d'aides déployées, dont un nouveau partenariat d'opérateurs dans des relais de service public.

Avec 600 porcs par semaine, Bio Direct/Ercabio représente 55 à 60% du marché français du porc bio. En avril dernier, cette SAS réunissant 80 éleveurs s'est installée dans l'EcoParc de La Gravelle (Mayenne). On y trouve un hôtel d'entreprises (bureaux), un restaurant, une conciergerie offrant des services (Poste, SNCF), etc. "L'EcoParc est destiné à accueillir des entreprises en milieu rural. Déjà, il y a des bureaux, ce qui n'est pas si commun. Ensuite, il propose des services mutualisés: salles de réunion, informatique, reprographie, etc." décrit le responsable Vincent Bourrel. Samuel Chatellier-Lang, animateur de Bio Direct, est enthousiaste: "Grâce à l'internet haut débit, ce site a toutes les vertus pour gérer les activités à distance: nous travaillons sans problème avec nos deux abattoirs (Cooper) à Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine) et Niort (Deux-Sèvres). Et pour nous déplacer, nous sommes proches de l'autoroute et du TGV.

Par ailleurs, la stratégie environnementale du site, avec des bâtiments HQE, est proche des valeurs de la bio."

Huit entreprises sont installées: informatique, panneaux photovoltaïques, ingénierie automobile, etc. "C'est du vrai développement rural, qui nous offre un relais pour être présent au niveau national, voire européen" conclut Samuel Chatellier-Lang. Il rejoint l'idée maîtresse de Michel Mercier, le ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du Territoire, venu visiter le site le 18 octobre: "Aujourd'hui, être agriculteur, c'est être dans le monde. Le jeune agriculteur sur son tracteur écoute la même musique et s'habille de la même façon que quelqu'un dans sa voiture. Il a besoin d'être comme tout le monde."

Haut débit, accès aux soins, services

Etre relié au monde grâce au haut débit est la première demande qui est ressortie des Assises des territoires ruraux menées en début d'année. A Laval, le ministre a détaillé les outils qu'il comptait amener au service du monde rural. L'Ecoparc a bénéficié d'un financement de 33% dans le cadre des pôles d'excellence rurale, initiés par Dominique de Villepin en 2005. De nouveaux appels à projets ont été lancés en 2010. Les derniers dossiers devaient être déposés cette semaine.

Deux milliards d'euros issus du grand emprunt doivent être

consacrés au haut débit, avec pour objectif de couvrir tout le territoire d'ici 2025.

Sur l'accès aux soins, l'Etat est prêt à financer les maisons médicales, mais "ce n'est pas la maison qui fera les médecins. Ceux-ci doivent préparer l'avenir et accueillir des stagiaires. L'Etat financera sa part s'il est prévu de quoi loger des stagiaires." Une bourse de 1 200 € mensuelle est proposée aux étudiants qui s'engagent à servir en zone rurale le même nombre d'années qu'ils auront perçu cette somme.

Sur les services à la personne, la dernière innovation est le lancement d'une expérimentation dans 23 départements, visant à regrouper dans un même lieu neuf services publics, désormais appelés "opérateurs". "En mutualisant, on peut donner à la population les services dont elle a besoin" assure Michel Mercier. Le premier comité de pilotage départemental a été lancé en Mayenne à l'occasion de sa venue. Autour de la table, les élus locaux, dont les présidents des communautés de communes et les représentants des opérateurs: SNCF, Poste, Caf, MSA, CPAM, Carsat, Pôle Emploi, ERDF, GDF. Les choses devraient aller assez vite puisque les Mayennais ont déjà mis en place des relais de service public (lire page 3).

Rémi Hagel
remi.hagel@aveniragricole.net

POUR EN SAVOIR PLUS
<http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/>